Appel du Comité national fédéral de la FNEC FP-FO
réuni le 4 novembre 2026 à Paris

Par la grève massive, le blocage du pays : on peut faire céder ce gouvernement !

Depuis plusieurs semaines, les lycéens, suivis largement par les étudiants, se mobilisent pour la défense de leurs conditions d'études. Leurs revendications sont les nôtres ! C'est pourquoi la FNEC FP-FO a pleinement rejoint cette mobilisation.

De manière conjointe, les manifestations du 17, 24 et 31 octobre contre la vie chère ont été massives. Des centaines de milliers de lycéens, d'étudiants, de salariés et de retraités ont déjoué les entraves, les interdictions du président Macron, la répression, en manifestant pour défendre leurs revendications contre la vie chère, contre l'autoritarisme du gouvernement.

Au lieu de répondre aux revendications, le gouvernement y a opposé une violente répression d'Etat, les interdictions de manifester, les couvre-feux, le refus de certains parcours, autant de remises en cause inédites des libertés individuelles, démocratiques et syndicales, ce que dénonce la FNEC FP-FO.

Mais cette mobilisation inédite a continué, et s'est même amplifiée. Et elle a contraint le Premier ministre à de premières annonces. Elles sont loin de répondre aux revendications. Mais dans le même temps, elles représentent un aveu terrible pour E. Macron et ceux qui avec lui depuis près de 10 ans multiplient les mesures de brutalisation de l'Ecole publique : seule la mobilisation peut les faire reculer ! Et si, en plus des puissantes manifestations, le pays était en grève ? Et si par la grève, le pays était bloqué ? Le gouvernement pourrait-il tenir ?

Nos collègues de Wallis-et-Futuna, en grève depuis 11 jours pour les droits des AESH, AED, ATOS nous montrent la voie après avoir gagné l'intégration dans le corps de fonctionnaire d'Etat pour les PE, en 2023, suite à une grève reconductible.

La FNEC FP-FO sera aux côtés des lycéens et des étudiants qui appellent à la poursuite de la mobilisation et en particulier le 5 novembre avec le rassemblement en défense de l'enseignement spécialisé et des AESH à 12h puis en rejoignant la grève interprofessionnelle appelée par toutes les confédérations.

La grève sera massive le 5 novembre : le CNF appelle les personnels et les salariés à se réunir en AG dès demain pour discuter des suites à donner, notamment en mettant en débat la reconduction de la grève pour bloquer le pays et faire céder le gouvernement.

La FNEC FP-FO soutiendra toutes les décisions de poursuite de grève et les fera connaitre.

Elle appelle tous ses syndicats, tous ses militants, à prendre toutes les dispositions pour aider à la généralisation de la grève pour gagner sur nos revendications :

- Arrêt de la répression : pas touche à nos élèves !
- Augmentation de 35% de la valeur du point d'indice pour rattraper la perte de pouvoir d'achat depuis 2000 avec 10 % d'augmentation tout de suite et l'ouverture de négociations pour l'amélioration des grilles indiciaires.
- Des postes à hauteur des besoins ! Annulation de toutes les suppressions de postes ! Création des postes pour assurer le remplacement de tous les personnels absents !
- Abrogation de Parcoursup et de MonMaster, de la réforme Blanquer du lycée et du Baccalauréat ! Rétablissement d'un Baccalauréat examen terminal, anonyme, premier grade universitaire pour accéder aux études de son choix ! Des places pour accueillir tous les bacheliers dans l'enseignement supérieur public !

- Abrogation de la loi de programmation militaire, abandon du service national volontaire, arrêt des dispositifs « classes défense et sécurité globale » et de tout projet reposant sur un partenariat entre École et Armée, abandon du projet de loi sur l'enseignement à la défense !
- Retrait de la circulaire « 11 novembre » et de son guide « commémorer le 11 novembre », visant à généraliser une cérémonie en hommage à tous les « morts pour la France » dans les écoles, collèges et lycées, qui substitue la propagande guerrière à l'instruction ! La FNEC FP-FO appelle à multiplier les initiatives collectives, y compris par la grève, pour s'y opposer !
- Rénovation du bâti scolaire et universitaire !
- Les moyens, en particulier humains, nécessaires pour permettre à chaque étudiant de bénéficier du repas à un euro au CROUS.
- Retrait du projet de Budget 2027 et de ses 54 milliards de coupe !
- Défense de l'AFPA et abandon du PSE !
- Recrutement massif de personnels assistants sociaux, infirmiers, médecins, psyEN ! Abandon du questionnaire concernant les violences sexistes et sexuelles et véritable dépistage des VSS grâce à la présence de personnels qualifiés en nombre suffisant.
- Retrait de l'acte 2 de l'Ecole inclusive ! Défense de l'enseignement spécialisé et adapté ! Créations des postes spécialisés et AESH à la hauteur des besoins ! Arrêt du démantèlement des établissements sociaux et médico-sociaux de leur externalisation et création des places nécessaires ! Abandon des PAS et des PIAL !
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH avec un temps plein de 24h !
- Un statut pour les AED, l'intégration dans un corps de la fonction publique pour ceux qui le souhaitent, ainsi qu'une grille de rémunération nationale.
- Augmentation générale des pensions avec indexation sur l'inflation
- Abrogation de la loi de transformation de la fonction publique. Retour à des CHSCT de plein exercice.
- Abandon de la Protection Sociale Complémentaire obligatoire. Retrait de l'accord !
- La situation en France est loin d'être isolée et inspire même de nombreux pays, avec souvent des manifestations puissantes de jeunes qui se mobilisent contre leur gouvernement : en Espagne, en Italie, en Belgique, en Albanie, au Portugal, en Grèce, en Serbie, en Inde, au Bangladesh …

Dans ce contexte, le CNF considère comme un point d'appui l'appel des syndicats FNEC (France), FLC CGIL (Italie), UCU (Angleterre), NEU (Angleterre), FECCOO (Espagne), STES Intersindical (Espagne), FENPROF(Portugal), CGSP (Belgique) à soutenir les initiatives prévues le 20 novembre, journée internationale de mobilisation : contre l'augmentation des dépenses militaires au détriment des services publics, et pour dire non à la militarisation de l'Ecole, non à la conscription.

Des moyens pour nos écoles et nos universités publiques, pas pour la guerre !

Adopté à l'unanimité

FNEC FP FO
Élections professionnelles 2026
du 3 au 10 décembre
je vote
FNEC FP-FO